

FAITS SAILLANTS

- Augmentation des incidents sécuritaires à Mopti et à Ménaka
- Plus de 8 000 réfugiés et demandeurs d'asile burkinabè et nigériens au Mali
- De nouvelles tendances migratoires observées
- 735 écoles fermées dans le nord et le centre du pays
- L'appel de fonds humanitaire financé à 35 pour cent à la fin du premier semestre

CHIFFRES CLES

# de pers. déplacées internes (Gouv. au 30 juin)	62 627
# de réfugiés maliens (HCR 30 juin 2018)	138 675
# pers. déplacées internes retournées (Gouv. 30 juin 2018)	526 505
# réfugiés maliens rapatriés (Gouv. 30 juin 2018)	67 268

FINANCEMENTS

263 millions

Fonds requis (USD) 2018

35%

Taux de financement



Crédit: OCHA

Au sommaire

Protection des civils et accès P.1

Réfugiés P.2

Migrants P.2

Mobilisation de ressources P.4

L'insécurité continue d'affecter les civils au nord et au centre du pays

Mopti : augmentation des incidents sécuritaires affectant les civils

Depuis le début de l'année, on observe une dégradation de la situation sécuritaire dans la région de Mopti où les incidents liés aux conflits intercommunautaires ont connu une nette augmentation. Ceux-ci sont passés de 20 en 2017 à plus de 70 -dont plus de la moitié dans le cercle Koro- durant les cinq premiers mois de 2018. Ces incidents ont causé la mort d'au moins soixante personnes et le déplacement interne de près de 11 400 autres depuis janvier.

En outre, les accidents causés par les engins explosifs improvisés (EEI) exposent davantage les civils à des risques de protection. Depuis janvier, 76 civils ont été victimes des EEI dans la région contre 7 en 2017. La région de Mopti enregistre, à elle-seule, 87 pour cent des victimes civiles des EEI notifiées dans le pays depuis le début de l'année. De plus, le contexte sécuritaire volatile combiné aux restrictions portant sur la circulation des motos et des véhicules pick-up limitent l'accès des humanitaires aux communautés affectées et l'accès des populations aux services sociaux de base.

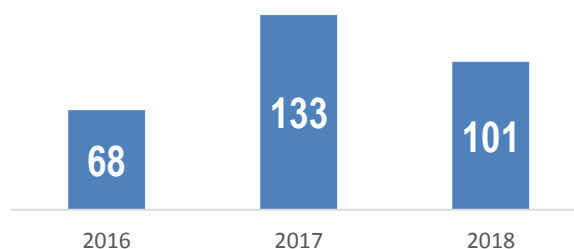
Ménaka : hausse des cambriolages ciblant les humanitaires

Les mois de mai et juin ont été marqués par une recrudescence des vols dans les bureaux et logements des acteurs humanitaires dans la région de Ménaka. En juin, six ONG internationales avaient suspendu leurs activités dans la région de Ménaka à la suite d'attaques et de cambriolages ciblant les humanitaires. Au 27 juin, cinq d'entre elles avaient repris leurs interventions pour éviter de porter préjudice aux populations même si l'insécurité règne toujours dans la ville de Ménaka.

Depuis le début de l'année, une centaine d'incidents sécuritaires touchant les humanitaires ont été enregistrés à l'échelle nationale contre 64 pour la même période en 2017, soit une augmentation de 57 pour cent.

La vulnérabilité des personnes dans le besoin pourrait s'accroître si la tendance à la détérioration de la situation sécuritaire continuait à affecter l'espace humanitaire.

Nombre d'incidents sécuritaires touchant les humanitaires en 2016, 2017 et au premier semestre de 2018

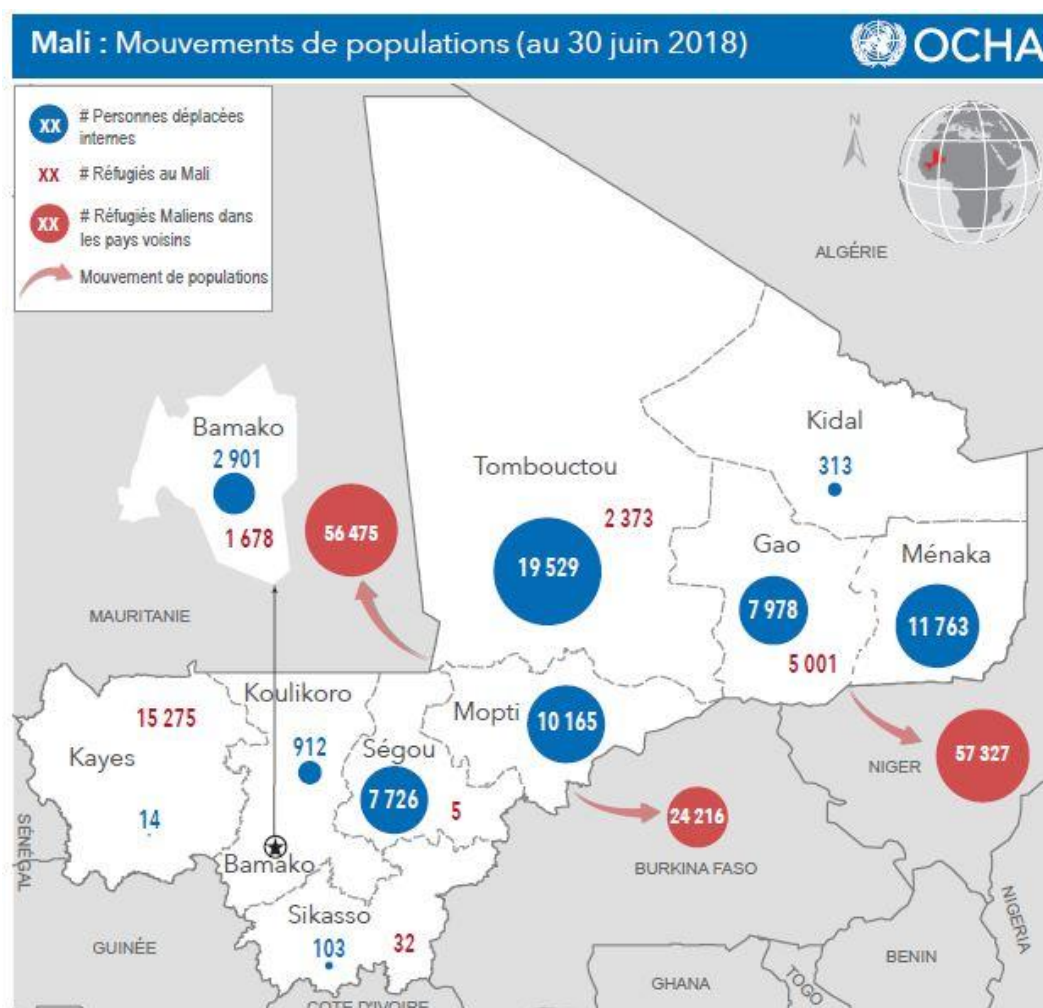


Le Mali : pays d'origine et d'accueil de réfugiés

En raison de l'insécurité qui touche la zone frontalière entre le nord et le centre du Mali, le nord du Burkina et l'ouest du Niger, des milliers de personnes ont été contraintes de fuir leurs maisons pour s'installer dans des localités estimées plus sûres. Cette situation justifie la présence, depuis 2012, de réfugiés maliens au Burkina Faso, au Niger et en Mauritanie mais également de réfugiés burkinabè et nigériens au Mali depuis le début de cette année.

Au 30 juin, le HCR estimait à plus de 138 700 les réfugiés maliens vivant au Burkina Faso, en Mauritanie et au Niger.

Parallèlement, dans la région de Gao, le HCR a enregistré près de 7 400 personnes arrivées du Burkina Faso depuis janvier. Elles sont originaires de villes frontalières où des affrontements armés ont eu lieu. Par ailleurs, plus de 1 000 demandeurs d'asile sont aussi arrivés du Niger durant la même période. Tous ont fui les villes frontalières pour échapper aux violences liées aux conflits.



Le Mali : plaque tournante des migrations

Le Mali est un pays de départ, de destination, de transit et de retour des migrants du fait de sa position géographique, des conflits actuels s'y déroulant et des défis socio-économiques. Près de 110 500 migrants (29 539 entrants et 80 943 sortants) ont été observés à travers les dix points de suivi des flux migratoires installés dans le pays durant la période allant du 30 juin 2016 au 31 mai 2018. Ceci correspond à une moyenne de 158 migrants par jour comprenant au moins 13 mineurs.

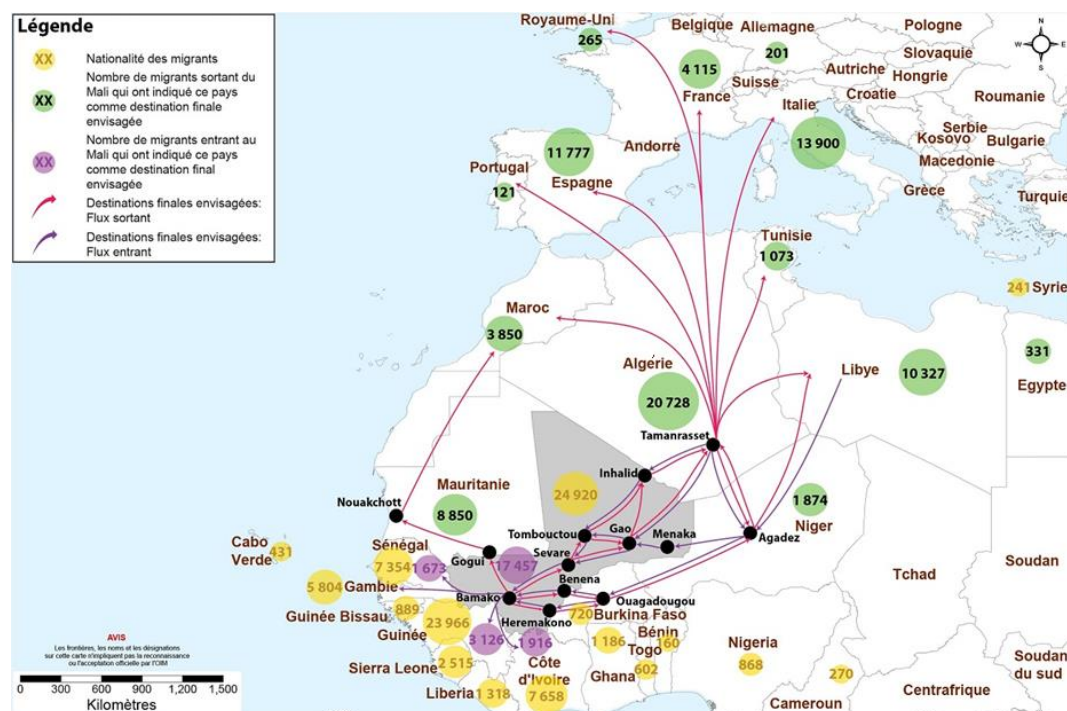
90 pour cent des migrants sont des hommes et 8 pour cent sont des mineurs.

Parmi ces migrants, 85 pour cent sont originaires de la Guinée, du Mali, de la Gambie, du Sénégal et de la Côte d'Ivoire. Les principaux pays de destination sont l'Algérie, la Libye, l'Italie et l'Espagne.

Les nouvelles tendances migratoires

Au Mali, la route migratoire passant par Tombouctou est de plus en plus empruntée. Toutefois, certains migrants en provenance du Niger traversent la frontière malienne à Ménaka pour rallier l'Algérie via Kidal.

Une diminution des flux de migrants en direction de la Libye est observée depuis quelques mois. Ceux-ci sont passés de 12 pour cent en septembre 2017 à 4 pour cent en mai 2018. En revanche, une hausse des flux en direction du Maroc via la Mauritanie a été observée.



L'assistance aux migrants

De mai 2017 à juin 2018, l'OIM a affrété 18 vols charters pour faciliter le retour de 7 150 migrants maliens en détresse et provenant principalement de la Libye et du Niger. Environ deux tiers des migrants retournés au Mali sont originaires des régions de Bamako et de Kayes. De plus, 1 300 migrants non maliens en situation difficile ont reçu une assistance multiforme de l'OIM pour se loger, accéder aux soins de santé et retourner dans leurs pays d'origine.



La migration contemporaine est principalement « mixte ». Elle désigne les mouvements migratoires qui comprennent des personnes empruntant les mêmes itinéraires et les mêmes moyens de transports, mais qui se déplacent pour différentes raisons et avec des besoins de protection différents.



Le HCR veille à ce que les demandeurs d'asile, les réfugiés, les apatrides, les enfants séparés ou non accompagnés et les victimes de la traite des êtres humains soient identifiés parmi les migrants puis assistés de manière appropriée par les autorités nationales et les partenaires humanitaires.

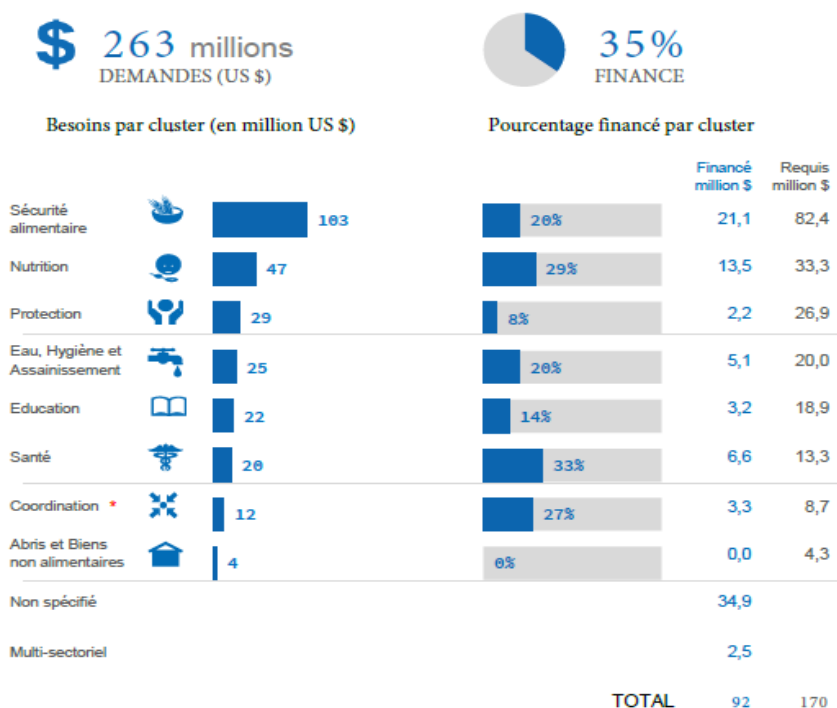
Mobilisation des ressources

Au 3 juillet, 35 pour cent du financement requis par la communauté humanitaire au début de l'année avait été mobilisé, soit 92 millions de dollars sur 263 millions recherchés. Ce niveau de financement ne permet pas d'apporter une assistance à toutes les personnes vulnérables dans un contexte caractérisé par l'accroissement des besoins humanitaires dans les secteurs de la sécurité alimentaire et de la malnutrition.

Actuellement, sur les sept secteurs de l'assistance humanitaire intégrés dans le plan de réponse humanitaire, seuls deux (santé 33 pour cent et nutrition 29 pour cent) sont financés à plus de 20 pour cent selon le [service de suivi financier](#) (FTS) géré par OCHA.

Toutefois, il convient de noter que FTS ne reflète pas tous les financements alloués aux projets figurant dans le plan de réponse humanitaire du fait du déficit de communication sur l'acquisition des fonds par les organisations récipiendaires.

Pour rapporter des financements à fts, veuillez remplir ce fichier [excel](#) et l'envoyer à fts@un.org



Nouvelle allocation CERF de 7 millions de dollars pour le Mali

Le Fonds central d'interventions d'urgence (CERF en anglais) des Nations Unies finance de nouveaux projets au Mali pour près de 7 millions de dollars. Cette contribution issue de la fenêtre des subventions d'interventions rapides, servira à financer des projets dans les secteurs de la santé, de la nutrition, de la sécurité alimentaire et de la restauration des moyens de subsistance en faveur des personnes affectées par la crise agro-pastorale de cette année. Les projets seront mis en œuvre par la FAO, l'OMS, le PAM et l'UNICEF, en collaboration, avec leurs partenaires d'exécution. La répartition par secteur et par organisation est présentée dans le tableau ci-dessous.

Agence	Secteur	Montant (en dollars américains)
PAM	Sécurité alimentaire	2 700 000
UNICEF	Santé et nutrition	1 700 000
FAO	Agriculture	1 500 000
PAM	Santé et nutrition	600 113
OMS	Santé et nutrition	497 550

Depuis le début de l'année, le CERF a alloué près de 15 millions de dollars au Mali pour soutenir les opérations humanitaires sous financées et les besoins humanitaires grandissants liés à l'insécurité alimentaire et à la malnutrition.

En bref

Visites de haut niveau du système des Nations Unies au Mali

En mai et en juin, le Secrétaire général des Nations Unies, M. Antonio Guterres, et les Directeurs exécutifs de l'UNICEF, du PAM et du HCR ont effectué des missions au Mali pour s'enquérir de l'évolution du contexte et soutenir, entre autres, les efforts de plaidoyer humanitaire au niveau national.



Le Secrétaire général de l'ONU, António Guterres, est salué par des Maliens lors de sa visite à Mopti au Mali. Photo ONU

M. Antonio Guterres a visité le Mali du 29 au 30 mai. Il a déploré le faible niveau de financement des programmes humanitaires et a fortement plaidé pour que la communauté internationale montre une plus grande solidarité vis-à-vis du Mali. Il a déclaré qu'« appuyer le Mali n'est pas une question de générosité ou de solidarité, appuyer le Mali est une question d'intérêt propre pour tout le monde aujourd'hui dans la communauté internationale ».



Mme Henrietta Fore visite un centre de santé près de Bamako. Crédit : UNICEF

Mme Henrietta Fore, Directrice exécutive de l'UNICEF, membre de la délégation de M. Guterres au Mali, a attiré l'attention sur l'étendue de la malnutrition infantile, avec 850 000 enfants de moins de cinq ans à risque. Elle a regretté qu'un nouveau-né sur 28 meure durant ses cinq premiers mois. Elle a soutenu l'impérieuse nécessité d'investir dans les enfants du Mali d'aujourd'hui pour protéger les générations futures.

M. David Beasley, Chef du Programme Alimentaire Mondial, a visité le Mali du 19 au 20 mai. Il a soutenu le plaidoyer en cours sur la crise alimentaire et nutritionnelle. A l'issue de sa visite, le PAM a déclenché son plan d'urgence pour soutenir les Pays du Sahel y compris le Mali, dans la gestion des conséquences alimentaires et nutritionnelles de la crise agropastorale.



M. David Beasley en visite à Bandiagara (région de Mopti). Crédit : PAM



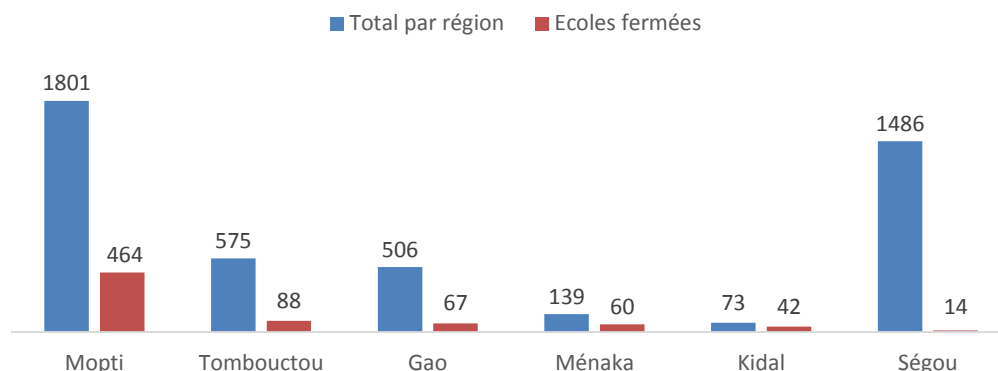
M. Filippo Grandi échange avec des réfugiés et des rapatriés à Gao. Crédit : HCR

M. Filippo Grandi a déclaré lors de sa visite que « les migrants et les réfugiés ont besoin de stabilité. Mais les ressources sont des plus limitées. Les agences internationales sont bien trop démunies. Et le Gouvernement ne peut à lui seul résoudre l'ensemble des problèmes. Les Européens se plaignent continuellement des réfugiés et des migrants qui tentent d'atteindre leurs côtes, mais cela ne fera que continuer s'il n'y a pas de véritable investissement ici. »

Plus de 300 000 enfants privés d'école dans le nord et le centre

Depuis six ans, l'insécurité perturbe la scolarisation de centaines de milliers d'enfants dans le nord et le centre du Mali. En mai, à la fin de l'année scolaire, 735 écoles étaient fermées dans cette partie du pays contre 500 à la même période en 2017. La région de Mopti a le plus grand nombre d'écoles fermées. Cette année, plus de 300 000 enfants ont été directement affectés par la fermeture des écoles.

Nombre d'écoles par région et nombre d'écoles fermées en mai 2018
(Source: cluster Education)



Malgré les nombreux défis liés à l'insécurité et au manque de financement¹, l'accès à l'éducation a été garanti à plus d'un million d'enfants dans plus de 75 pour cent des écoles du nord et du centre du pays n'ayant jamais été fermées depuis mai 2017.

Journée internationale pour l'élimination des violences sexuelles en temps de conflit

L'Assemblée générale des Nations Unies a proclamé, en 2015, le 19 juin comme journée internationale pour l'élimination de la violence sexuelle en temps de conflit.

Pour marquer la 3e édition de cette journée au Mali, les acteurs humanitaires ont effectué une campagne de plaidoyer axée sur les chiffres et constats ci-dessous :

- ➔ Les violences sexuelles représentent 60 pour cent des cas de violences basées sur le genre enregistrés. En 2017, près de 3 000 cas de violences basées sur le genre ont été rapportés.
- ➔ Pour la prévention des violences sexuelles, 284 comités d'alerte précoce, dont 78 à Mopti, 122 à Gao, 82 à Tombouctou et 2 à Kidal ont été créés.
- ➔ La vie de plus de 20 000 femmes et filles à risque de viol est en danger dans le nord et le centre du Mali en raison du manque de fonds pour la réponse aux violences basées sur le genre.
- ➔ Seule une victime de violences sexuelles sur quatre ayant porté plainte aurait été entendue en 2017. Aucun cas de condamnation n'a été rapporté.

Epidémie de rougeole au Mali

Les autorités sanitaires maliennes font face à une épidémie de rougeole dans 20 districts sanitaires sur les 75 que compte le pays. À la fin du premier semestre, la situation cumulée faisait état de 1 123 cas suspects de rougeole enregistrés. Les analyses effectuées sur 818 prélèvements sanguins ont révélé 258 cas positifs et 560 négatifs. A ce jour, aucun décès n'a été rapporté. Les investigations, la sensibilisation et la vaccination de riposte continuent sur le terrain. Des milliers d'enfants ont déjà été vaccinés dans différents districts sanitaires. Une campagne ciblant plus 3,5 millions enfants de 6 à 59 mois est planifiée pour novembre 2018 en partenariat avec l'Alliance mondiale pour les vaccins et l'immunisation (GAVI).

Pour plus d'informations, veuillez contacter :

Ute Kollies, Chef de Bureau, kollies@un.org

Katy Thiam, Responsable de l'Unité Information Publique et Plaidoyer, thiamk@un.org, Tél. (+223) 75 99 57 61

Ibrahima Koné, Chargé de l'Information Publique, kone65@un.org, Tél. (+223) 75 99 55 81

Les *bulletins humanitaires* d'OCHA sont disponibles sur <http://www.unocha.org/mali> | www.unocha.org | www.reliefweb.int